

Au 2^e trimestre 2025, à La Réunion, l'emploi salarié est stable dans les secteurs privé et public. C'est également le cas sur an. Le secteur de l'hébergement et restauration crée des emplois ce trimestre dans un contexte de hausse de la fréquentation des hôtels et autres hébergements collectifs. En revanche, l'emploi dans l'intérim et les services aux ménages baisse. Dans le secteur de la construction, l'emploi est stable après plusieurs trimestres de diminution. Les créations d'entreprises augmentent encore ce trimestre, tout comme les mises en chantier de logements.

Le chômage concerne 16 % de la population active.

Fin juin 2025, 293 100 personnes sont salariées à La Réunion, secteurs privé et public confondus. Au 2^e trimestre, l'emploi salarié est stable comme au cours des quatre trimestres précédents ► **figure 1**. Au niveau national, il augmente légèrement (+0,2 %) après une quasi-stabilité au trimestre précédent (-0,1 %) ► **encadré 2**.

En août 2025, l'indice des prix à la consommation recule à La Réunion (-0,7 %), après une hausse en juillet (+0,6 %). Les prix de l'alimentation, des services et de l'énergie baissent. Ceux des produits manufacturés et du tabac sont stables. Sur un an, entre août 2024 et août 2025, les prix à la consommation augmentent de 1,1 % à La Réunion, une hausse proche du niveau national (+0,9 %).

Un emploi stable dans le secteur public et dans le secteur privé

Au 2^e trimestre 2025, l'emploi dans le secteur privé est stable : les effectifs augmentent de 100 par rapport au trimestre précédent, après une hausse de 600 emplois au 1^{er} trimestre 2025. Sur un an également, l'emploi est stable dans le privé.

Dans le secteur public aussi, l'emploi est stable : -100 emplois par rapport au trimestre précédent, après -200 au 1^{er} trimestre 2025. Sur un an également, l'emploi public est stable, malgré la forte baisse des contrats aidés non marchands « Parcours emploi compétences » (PEC). Fin juin 2025, 8 000 personnes bénéficient de ce type de contrat, soit 2 100 de moins qu'un an auparavant.

Les contrats d'apprentissage baissent : fin juin 2025, ils concernent 12 700 jeunes, soit 300 de moins qu'un an auparavant.

L'emploi augmente dans l'hébergement et restauration, mais baisse dans l'intérim et les services aux ménages

Au 2^e trimestre 2025, dans le secteur de l'hébergement et la restauration hors intérim, les effectifs sont en hausse de 400 emplois. Sur les 12 derniers mois, ils augmentent de 400.

Le secteur de l'intérim perd 200 emplois ce trimestre par rapport au précédent. Sur un an, les effectifs du secteur baissent de 2,8 % (-100 emplois), un recul moindre qu'au niveau national (-3,3 %).

Dans le secteur des **services aux ménages**, les effectifs baissent de 300 par rapport au trimestre précédent. Sur les 12 derniers mois, ils baissent de 700.

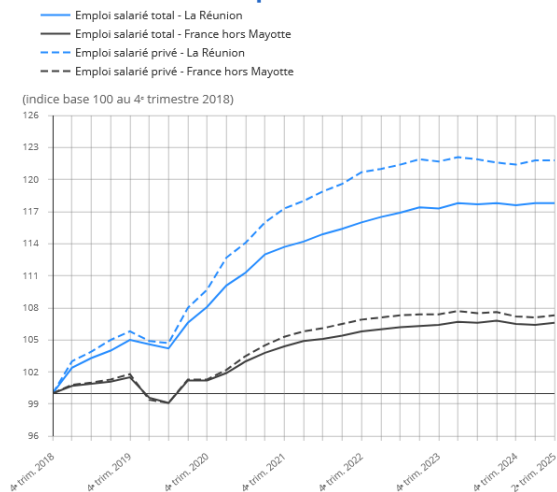
Dans le secteur de la construction hors intérim, l'emploi est stable ce trimestre après une baisse ininterrompue depuis le 4^e trimestre 2023

► **figure 2**. Sur un an, les effectifs diminuent de 5,1 %, soit 900 emplois de moins. Les structures de moins de 10 salariés, qui regroupent 45 % de l'emploi

dans ce secteur, sont majoritairement à l'origine de cette baisse, notamment celles de la « maçonnerie générale et gros œuvre du bâtiment ». En effet, l'activité de la construction diminue. Le chiffre d'affaires cumulé sur un an se réduit ainsi de 8 % ; il baisse de 1 % au niveau national ► **avertissement sur les indices de chiffres d'affaires**.

Au 2^e trimestre 2025, l'emploi est stable dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, du transport, de l'information et de la communication, des services financiers, des services immobiliers, des services aux entreprises ► **figure 3**.

► 1. Évolution de l'emploi salarié

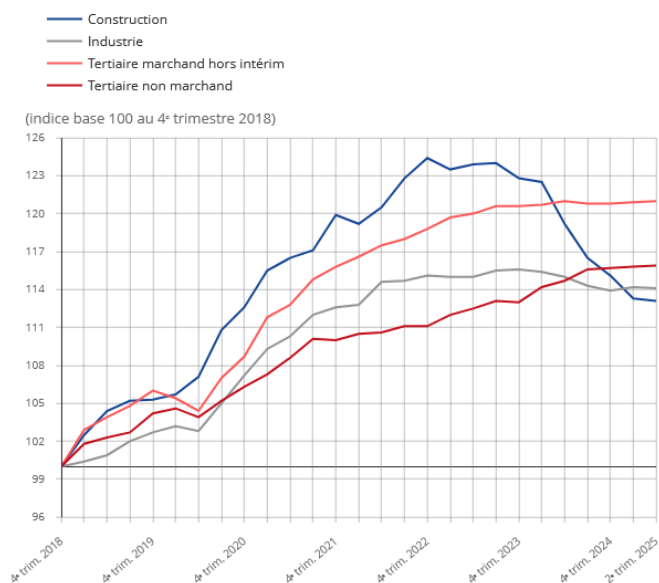


Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi salarié selon le secteur d'activité



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total hors intérim.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Emploi salarié par secteur d'activité détaillé

	Emploi salarié	Évolution Trimestrielle	Évolution Annuelle
	en milliers	en %	
Ensemble	293,1	0,0	0,1
Privé	200,9	0,1	0,0
Public	92,2	-0,1	0,4
<i>Par secteur d'activité</i>			
Agriculture	3,6	1,4	1,2
Industrie, dont	20,6	-0,1	-0,8
Agro-alimentaire	8,3	0,5	1,8
Construction	16,8	-0,2	-5,1
Tertiaire marchand	125,5	-0,1	0,0
Commerce	37,4	-0,1	-0,1
Transports	13,5	0,1	2,7
Hébergement - restauration	14,1	2,7	3,3
Information et communication	3,7	-0,8	-1,4
Services financiers	6,7	-0,1	1,7
Services immobiliers	2,3	0,5	0,0
Services aux entreprises*	24,7	0,4	-0,3
Intérim	4,3	-5,3	-2,8
Services aux ménages	18,8	-1,4	-3,4
Tertiaire non marchand	126,6	0,1	1,0

* hors intérim

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

L'évolution trimestrielle compare le trimestre en cours au trimestre précédent, l'évolution annuelle compare le trimestre en cours au même trimestre de l'année précédente.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

Un emploi stable dans les secteurs non marchands

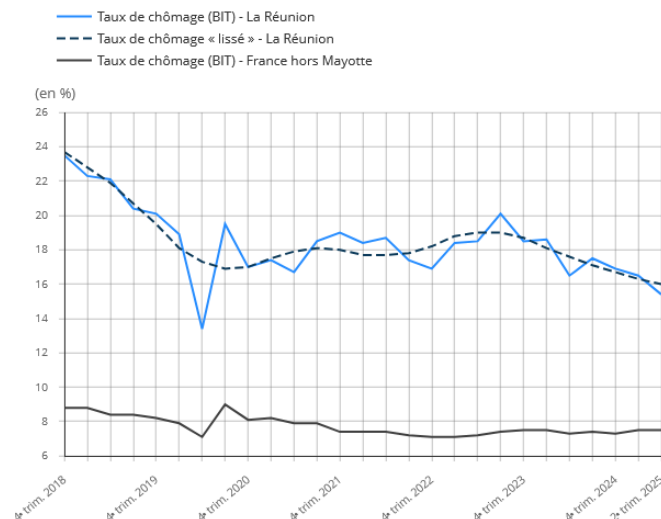
Fin juin, 126 600 personnes sont salariées dans les services non marchands (enseignement, administration publique, santé ou action sociale). Elles travaillent majoritairement dans le public (75 %), mais peuvent également exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecin, etc.).

L'effectif des secteurs non marchands est stable au 2^e trimestre 2025. Sur un an, le secteur crée 1 300 emplois.

Le chômage s'établit en moyenne à 16 %

À La Réunion, au 2^e trimestre 2025, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit en moyenne à 16 % de la population active. Il oscille entre 16 et 20 % depuis le 4^e trimestre 2020, à un niveau bien en deçà de sa valeur de fin 2018 (24 %) ► **figure 4**. Au niveau national, le chômage concerne 7,5 % de la population active au 2^e trimestre 2025, stable par rapport au 1^{er} trimestre 2025.

► 4. Estimation du taux de chômage trimestriel au sens du Bureau international du travail



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

Champ : Personnes de 15 ans ou plus.

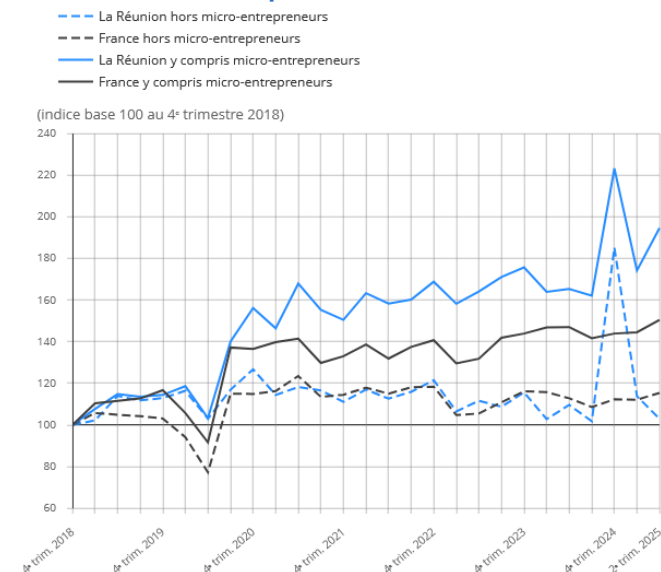
Avertissement : Dans les DOM, contrairement aux départements de métropole, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données. Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Hausse des créations d'entreprises

À La Réunion, 3 580 entreprises sont créées au cours du 2^e trimestre 2025 dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, soit 12 % de plus qu'au 1^{er} trimestre 2025 ► **figure 5**. Au niveau national également, le nombre de créations d'entreprises augmente mais de manière plus mesurée (+4 %).

► 5. Créations d'entreprises



Note : données CVS-CJO.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE (Système d'Information de la Démographie des Entreprises).

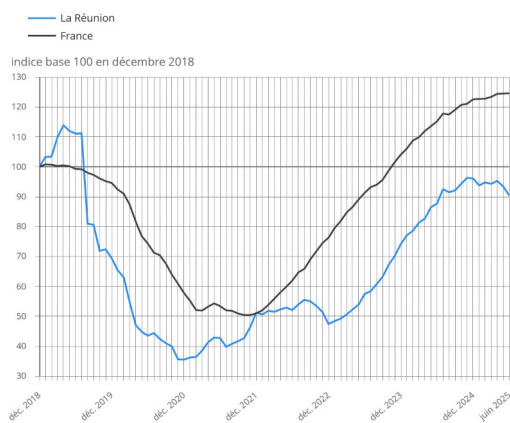
Au 2^e trimestre 2025, 67 % des créations d'entreprises sont réalisées sous le régime de la micro-entreprise, soit 8 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2025. En effet, les créations de micro-entreprises augmentent fortement par rapport au trimestre précédent (+26 %) alors que les autres créations reculent (-10 %). Au niveau national, 65 % des entreprises créées au 2^e trimestre 2025 sont des micro-entreprises, une part légèrement plus faible que sur l'île.

Les créations d'entreprises augmentent dans tous les secteurs par rapport au 1^{er} trimestre 2025. Elles croissent le plus dans les secteurs de l'industrie (+54 %) et de la construction (+48 %). Elles augmentent dans une moindre mesure dans les secteurs des « commerce, transports, hébergements et restauration » (+9 %) et des « autres services » (+7 %). Au niveau national, les créations d'entreprises augmentent également dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Sur un an, de juillet 2024 à juin 2025, 13 700 entreprises sont créées à La Réunion, soit 11 % de plus que sur la même période un an auparavant. Sans les créations massives de SNC en fin d'année 2024, le nombre de créations d'entreprises augmenterait de 4 %. Au niveau national, en cumul annuel, les créations sont stables.

Parallèlement, 1 050 entreprises sont déclarées en défaillance sur cette période, soit 30 de plus qu'entre juillet 2023 et juin 2024 (+3 %). Cette hausse du nombre de défaillances est bien moindre que celle mesurée les trimestres précédents. Elle est aussi inférieure à celle enregistrée au niveau national (+8 %) ► **figure 6**.

► 6. Défaillances d'entreprises



Lecture : Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Note : données mensuelles brutes au 27 août 2025, en date du jugement.

Source : Fiben, Banque de France.

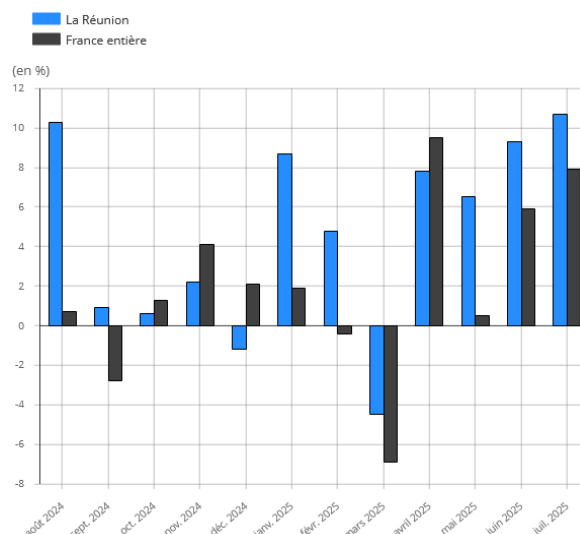
Une hausse de la fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques

À La Réunion, avec 364 000 **nuitées** enregistrées, la fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques augmente au 2^e trimestre 2025 (+8 % par rapport au même trimestre de 2024). Cette hausse concerne l'ensemble des mois du trimestre. L'offre de chambres augmente (+4 %) et le **taux d'occupation** se maintient à 59 % ce trimestre ► **figure 7**.

La fréquentation est particulièrement dynamique dans les établissements de l'Ouest (+15 %) par rapport au 2^e trimestre 2024 en lien avec une hausse de l'offre de chambres (+8 %). Elle augmente aussi plus fortement dans les établissements classés de 3 à 5 étoiles (+10 %) que dans ceux classés 1 et 2 étoiles et ceux non classés (+2 %).

La fréquentation augmente tant pour la clientèle résidant en France (+7 %) que pour celle résidant à l'étranger (+20 %) par rapport au même trimestre de 2024. La clientèle reste toutefois essentiellement française et représente 92 % des nuitées.

► 7. Évolution du nombre de nuitées totales dans les hébergements collectifs touristiques par rapport au même mois de l'année précédente



Notes : Le dernier mois est provisoire, données mensuelles brutes.

Champ : Hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme (résidences de tourisme et résidences hôtelières, maisons familiales de vacances, villages de vacances, auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs) pour les DOM, hôtels pour la France hexagonale.

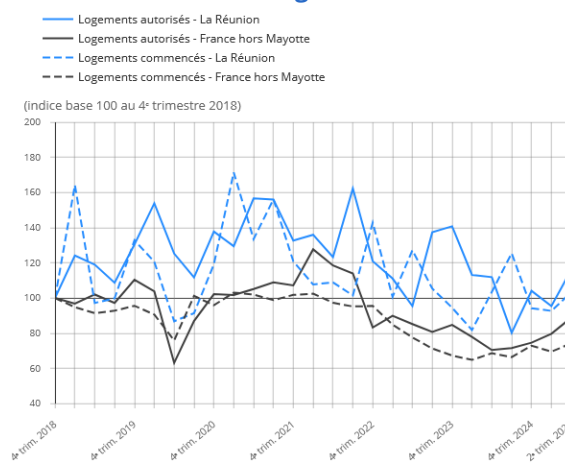
Source : Insee, enquêtes de fréquentation hôtelière.

Moins de permis de construire mais plus de mises en chantier

Au 2^e trimestre 2025, en données corrigées des variations saisonnières, 1 700 permis de construire sont autorisés à La Réunion sur trois mois. C'est 22 % de plus qu'au 1^{er} trimestre 2025 ► **figure 8**. Sur un an, de juillet 2024 à juin 2025, les autorisations de logements baissent : 5 700 logements sont autorisés à la construction, soit 21 % de moins par rapport à la même période un an auparavant. La baisse annuelle concerne les logements individuels et collectifs. Au niveau national, les autorisations de constructions de logements sont stables.

Avec 5 400 logements commencés sur un an à La Réunion, les mises en chantier augmentent par rapport à la même période un an plus tôt (+8 %). Elles croissent fortement pour les logements collectifs (+25 %), tandis qu'elles baissent pour les logements individuels (-8 %). Au niveau national, les mises en chantier augmentent de 4 %.

► 8. Évolution du nombre de logements



Note : Données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel.

Florian Rageot, Isabelle Rivière (Insee)

Avertissement sur les indices de chiffre d'affaires

Depuis le deuxième trimestre 2023, l'Insee produit et met à disposition des indices de chiffre d'affaires (ICA) régionaux. Cette source, toujours en phase d'expertise, est à considérer avec prudence.

Ces indices permettent de mesurer mensuellement l'évolution de l'activité des entreprises. Ils sont élaborés chaque mois à partir des déclarations mensuelles de TVA faites par les entreprises mono et quasi-mono régionales relevant du régime fiscal réel normal pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les séries sont en valeur et corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier (CVS-CJO).

► Encadré 1 - Contexte international - L'économie mondiale résiste au protectionnisme américain, timide lueur pour l'investissement en zone euro

Depuis le début de l'année, l'économie mondiale a résisté à l'augmentation des droits de douane des États-Unis à des niveaux inédits depuis la Seconde Guerre mondiale. Le commerce mondial s'est envolé à l'hiver, les entreprises américaines constituant des stocks avant l'instauration des nouveaux tarifs, puis a connu un repli modéré au printemps.

L'économie américaine ralentit, car le marché du travail se grippe, mais elle semble loin d'une récession. La zone euro est affaiblie, mais une lueur d'espoir y apparaît, car l'investissement y reprend quelques couleurs. Après deux ans de récession, l'Allemagne amorcerait un redressement, tandis que la croissance serait plus vigoureuse en Italie, et surtout en Espagne.

► Encadré 2 - Contexte national - En France, pas de confiance mais un peu de croissance

En France, la croissance a bien résisté au printemps (+0,3 % après +0,1 %) et ne décrocherait pas d'ici la fin de l'année (+0,3 % à l'été puis +0,2 % en fin d'année) : le PIB augmenterait ainsi de 0,8 % sur toute l'année 2025, mais essentiellement parce que quelques branches maintiennent l'activité à flot (tourisme, marché immobilier, aéronautique, agriculture). Toutefois, la consommation n'embraye pas : malgré l'inflation modérée (+1,2 % sur un an prévu en décembre), les achats sont peu dynamiques et le taux d'épargne bat chaque trimestre un nouveau record à la hausse.

Au deuxième trimestre 2025, l'emploi salarié a surpris à la hausse (+52 000 emplois). L'effet du durcissement des politiques de l'emploi se matérialiserait toutefois en fin d'année : l'emploi en alternance, pour lequel l'essentiel des embauches ont lieu en septembre, se retournerait en effet en prévision. Le taux de chômage augmenterait un peu, passant de 7,5 % de la population active au deuxième trimestre 2025 à 7,6 % en fin d'année.

► Définitions

Les **services aux entreprises** correspondent aux activités scientifiques et techniques, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux activités de services administratifs et de soutien, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **services aux ménages** sont composés des activités des organisations associatives, des activités d'arts et spectacles, des activités récréatives et d'autres services personnels, en particulier les services pour les particuliers employeurs.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes en emploi ou au chômage.

Les **nuitées** (ou fréquentation) correspondent au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement touristique. Un couple séjournant trois nuits dans un établissement compte pour six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Le **taux d'occupation** correspond au rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement offertes sur une période donnée (c'est-à-dire en excluant les fermetures saisonnières).

► Pour en savoir plus

- « [Au deuxième trimestre 2025, l'emploi salarié est en hausse dans la moitié des régions](#) », *Informations rapides* n° 238, septembre 2025.
- « [Pas de confiance, un peu de croissance](#) », *Note de conjoncture*, septembre 2025.
- « [En août 2025 à La Réunion, les prix à la consommation reculent de 0,7 % sur un mois et augmentent de 1,1 % sur un an](#) », *Insee Flash La Réunion* n° 297, septembre 2025.
- « [Bilan économique 2024 – En 2024, la croissance économique marque le pas](#) », *Insee Conjoncture La Réunion* n° 32, juin 2024.
- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) ».
- « [Tableau de bord économique de La Réunion](#) », Cerom.

